

**CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE
DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES
ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2018**

SOMMAIRE

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 12
Renseignements complémentaires	13



Brassard
Carrier
Associés inc.

Société de comptables
professionnels agréés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

MISSION D'AUDIT

MISSION D'EXAMEN

AVIS AU LECTEUR

FISCALITÉ

COMPTABILITÉ

GESTION

FINANCEMENT

MANDATS SPÉCIAUX

Brassard

Carrier

Associés inc.

Aux administrateurs de
CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE ET
DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES, qui comprennent le bilan au 31 mars 2018, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

1651

chemin Ste-Foy

bureau 200

Québec (Québec)

GIS 2P1

Téléphone:

418 682-2929

Télocopieur:

418 682-0282

www.groupebca.com

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

*Brassard Carrier Associés inc.*¹

Québec, le 26 juin 2018

¹ CPA auditeur, CGA, permis de comptabilité publique n° A117610

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

4

	2018	2017
PRODUITS		
SUBVENTIONS		
Centraide	180 000 \$	230 000 \$
Ville de Québec	100 000	100 000
Ville de Lévis	26 130	26 000
Revenus d'adhésion	5 700	5 150
Dons	96	145
	311 926	361 295
AUTRES PRODUITS (annexe A)	13 331	12 229
	325 257	373 524
CHARGES		
Salaires et charges sociales	152 045	158 707
Contractuels	147 840	136 421
Frais de gestion des sites	15 000	15 000
Télécommunications	14 584	25 719
Honoraires professionnels	6 496	5 512
Frais de déplacement	5 537	5 236
Publicité et promotion	5 298	19 370
Affiliations et abonnement	5 234	5 149
Formations	2 154	50
Frais de représentation	1 649	1 028
Assurances	1 250	861
Frais de bureau	1 020	3 380
Entretien et réparations	688	1 362
Loyer	60	20
Divers	-	15
Intérêts et frais bancaires	505	585
Amortissement des immobilisations corporelles	3 588	4 599
	362 948	383 014
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(37 691) \$	(9 490) \$

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

5

	Fonds investis en immobilisations	Fonds d'administration	2018 Total	2017 Total
SOLDE AU DÉBUT	15 363 \$	41 481 \$	56 844 \$	66 334 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(8 187)	(29 504)	(37 691)	(9 490)
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 032	(2 032)	-	-
SOLDE À LA FIN	9 208 \$	9 945 \$	19 153 \$	56 844 \$

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

BILAN

31 MARS 2018

6

	2018	2017
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	80 927 \$	212 221 \$
Clients	3 301	3 650
Frais payés d'avance	-	3 737
	84 228	219 608
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 3)	9 208	12 796
	93 436 \$	232 404 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 4)	49 492 \$	56 393 \$
Fournisseurs - organisme apparenté	24 791	-
Subventions reportées (note 5)	-	119 167
	74 283	175 560
ACTIF NET		
FONDS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	9 208	15 363
FONDS D'ADMINISTRATION	9 945	41 481
	19 153	56 844
	93 436 \$	232 404 \$

Au nom du conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

7

	2018	2017
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(37 691) \$	(9 490) \$
Élément n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 588	4 599
	(34 103)	(4 891)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Clients	349	783
Frais payés d'avance	3 737	(2 838)
Créditeurs	(6 901)	(7 979)
Fournisseurs - organisme apparenté	24 791	-
Subventions reportées	(119 167)	119 167
	(97 191)	109 133
	(131 294)	104 242
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(2 032)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE		
	(131 294)	102 210
TRÉSORERIE AU DÉBUT	212 221	110 011
TRÉSORERIE À LA FIN	80 927 \$	212 221 \$
CONSTITUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	80 927 \$	212 221 \$

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les sociétés du Québec, est une société à but non lucratif et une société de bienfaisance enregistrée qui a pour objectif d'établir, gérer et maintenir un service d'information et de référence pour la population au numéro de téléphone 211. Les appelants sont référés aux organismes et ministères qui répondent le mieux à leurs besoins.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Évaluation initiale et ultérieure

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des clients.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et fournisseurs apparentés.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transactions dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

CONSTATATION DES PRODUITS

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'adhésion sont constatés au prorata de l'exercice auquel ils se rapportent.

AIDE GOUVERNEMENTALE

Les subventions gouvernementales relatives aux charges sont comptabilisées comme produits à l'état des résultats.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif et aux taux indiqués ci-dessous :

	Taux
Matériel informatique	30 %
Mobilier de bureau	20 %

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

ACTIF NET

Le capital de l'organisme est constitué de l'actif net. L'objectif de l'organisme, en ce qui a trait à la gestion de son capital, consiste à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. L'organisme gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière à ce qu'ils soient maintenus à un niveau satisfaisant.

Fonds d'administration

Ce fonds est utilisé pour les activités courantes de l'organisme. Il présente les revenus et dépenses d'administration et les ressources non affectées.

Fonds investis en immobilisations

Ce fonds est constitué de la valeur nette des immobilisations moins les emprunts afférents.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALE NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2018

11

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2018		2017	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	19 916 \$	17 906 \$	2 010 \$	2 513 \$
Matériel informatique	32 032	24 834	7 198	10 283
	51 948 \$	42 740 \$	9 208 \$	12 796 \$

4. CRÉDITEURS

	2018	2017
Fournisseurs	1 436 \$	1 299 \$
Frais courus	34 327	33 442
Sommes à remettre à l'État	3 746	6 487
Salaires et vacances à payer	9 983	15 165
	49 492 \$	56 393 \$

5. SUBVENTIONS REPORTÉES

	Ville de Québec	Centraide	TOTAL
SOLDE AU DÉBUT	100 000 \$	19 167 \$	119 167 \$
Moins : montant constaté à titre de produits	(100 000)	(19 167)	(119 167)
SOLDE À LA FIN	- \$	- \$	- \$

6. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'organisme obtient la majeure partie de ses revenus de subventions de deux organisations, Centraide et la Ville de Québec. Le non renouvellement de l'une des deux subventions aurait un impact considérable sur l'exploitation et la capacité de l'organisme à maintenir ses activités.

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUES FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de l'ensemble de ses passifs financiers.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux clients.

Pour les promesses de dons, l'organisme ne comptabilise à la fin de l'exercice que les montants qui sont reçus à la date d'achèvement des états financiers.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par l'organisme avec des apparentés au cours de l'exercice :

	2018	2017
Contractuels	147 840 \$	136 421 \$
Frais de gestion	15 000 \$	15 000 \$

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

13

	2018	2017
ANNEXE A - AUTRES PRODUITS		
Formations	4 826 \$	1 741 \$
Revenus d'appels	3 682	3 878
Autres commandites	3 600	2 500
Revenus d'intérêts	1 123	1 224
Ventes de répertoires et poste	100	2 886
	13 331 \$	12 229 \$